Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°134
1er février 2022
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

La hausse des prix et le chômage ne sont pas des fatalités !



Les prix ne cessent de grimper ! En un an, les spéculateurs capitalistes ont fait augmenter l'essence et le diesel de plus de 25%, l'électricité de 50% et le gaz a plus que doublé. Et ce n'est pas que l'énergie dont les prix ont augmenté. Ce sont aussi les produits alimentaires, les assurances, le loyer, les dépenses de réparation des voitures… même l'eau !

À la hausse des prix s'ajoutent les conséquences du chômage aggravées par la crise de l'économie capitaliste. Pour les travailleurs, c'est synonyme de souffrance, d'une vie plus dure et plus précaire. Le nombre de ceux qui doivent se tourner vers le CPAS augmente ! Si à la fin du mois les travailleurs connaissent l'angoisse des factures, ils ont en revanche de quoi être en colère, car leur appauvrissement est un moyen pour les patrons, actionnaires et capitalistes de s'enrichir !

Pendant que les prix grimpent dans les supermarchés, le PDG de Colruyt, le milliardaire Jef Colruyt, a augmenté son salaire de 700 000 € ! Les actionnaires d'Engie-Electrabel se frottent les mains devant la hausse des prix de l'électricité : leur entreprise a augmenté ses bénéfices de 2,6 milliards l'année passée ! Le capitaliste le plus riche de Belgique, Eric Wittouck, héritier de la raffinerie de sucre de Tirlemont, a vu sa fortune augmenter de 2 milliards en 2021.

Ces patrons, ces actionnaires et ces héritiers sont des parasites qui ne peuvent survivre qu'en suçant le travail de la grande majorité de la population. Pourtant, ce sont eux qui ont le pouvoir dans cette société ! Ils sont, avec les gouvernements à leur service, les responsables de la misère des travailleurs. Ce sont eux qui choisissent de bloquer les salaires, qui refusent de baisser la TVA, qui organisent l'envolée des prix !

Mais ces parasites qui dirigent la société ne sont qu'une petite minorité. Les travailleurs sont les plus nombreux et toute la société repose sur leur travail ! Alors la pauvreté n'est pas une fatalité.

En se mobilisant pour un programme clair qui les unit autour de leurs intérêts communs, les travailleurs peuvent changer le rapport de force et imposer de vivre mieux. Les prix augmentent ? Alors les salaires doivent suivre et être véritablement indexés sur l'inflation mesurée par les travailleurs eux-mêmes ! Aucun salarié, aucun pensionné ne doit gagner moins de 2000 € net par mois ! Les jeunes galèrent ? Il faut mettre fin aux années d'intérim et aux contrats journaliers ! Le chômage pèse ? Il faut répartir le travail entre tous en prenant sur les profits ! Les dirigeants disent qu'il n'y a pas d'argent ? Ouvrons les livres de comptes ! Les grandes entreprises s'y opposent ? Il faut les exproprier !

Les capitalistes et le gouvernement savent bien que le camp des travailleurs, lorsqu'il est uni et mobilisé, est capable d'imposer ses choix et ses décisions par ses luttes. Le « chèque énergie » de 100€ – la charité à ceux dont toute la société dépend – c'est la peur de voir le monde du travail relever la tête qui leur a soufflé cette idée.

Si les mobilisations manquent, c'est que les travailleurs ont été affaiblis par ceux qui prétendaient les renforcer !

Ils ont été affaiblis par la politique des dirigeants des partis socialistes qui se couchent devant le patronat. Les travailleurs ont été affaiblis par la politique des dirigeants syndicaux. Face à l'inflation, ceux-ci n'essayent même pas de mobiliser largement pour des hausses de salaires et se limitent à demander au gouvernement de modifier la loi de 1996. Comme si, sans changement dans le rapport de force, sans mobilisation, modifier cette loi allait leur permettre de négocier de meilleurs salaires avec des patrons à l'offensive qui ne reculeront pas d'eux même.

Et puis les travailleurs ont été

affaiblis par l'extrême droite, elle qui prend la tête des manifestations contre le CST, qui fait mine de s'opposer au gouvernement mais est en réalité au service des capitalistes, divise les travailleurs et se moque bien que les salaires ne suffisent pas à finir le mois.

Mais les travailleurs peuvent retrouver le chemin des luttes ! L'offensive patronale, l'inflation et la politique servile du gouvernement, créent des intérêts communs à l'ensemble du monde du travail ! Dans tous les secteurs, privé comme public, ouvriers comme employés, les travailleurs ont intérêt à la reprise des luttes pour imposer des hausses de salaires, pour obtenir les moyens d'une vie digne et des conditions de travail correctes !

Les travailleurs organisés, unis par des idées et un programme, pourront non seulement se défendre face à la montée des prix, mais seront capables de contester la direction de la société aux capitalistes qui mènent l'humanité vers la faillite et la guerre !

Energie : les salaires doivent suivre !

« *Une baisse de la TVA sur l'énergie à 6% permet-elle de ne pas indexer les salaires* ? » Voilà le genre de questions que se posent gravement les partis politiques et les ministres, alors que de plus en plus de ménages se retrouvent avec des factures d'énergie équivalentes à un deuxième loyer.

Mais, à l'exception de travailleurs interrogés par micro-trottoir, on n'entend personne dire que la solution est une augmentation importante des salaires.

Des responsables politiques aux dirigeants syndicaux, ils font tous passer l'immunité des profits capitalistes avant l'intérêt de la population !

Inflation des grosses fortunes

L'inflation record du mois de janvier (+7,59 %) est due pour 2/3 aux prix de l'énergie. Gaz : +35% en un mois ; électricité : +20,5 % ; mazout : +5,37 % ; carburants +4 % ! Tout le monde voit qui s'appauvrit, mais la question est : qui s'enrichit ?

Car ces hausses de prix aboutissent directement sur les comptes des familles capitalistes y compris belges, actionnaires des fonds financiers et des groupes d'énergie. Les bénéfices de Total ont ainsi quadruplé sur les neuf premiers mois de 2021, ceux d'Engie ont triplé.

Baisser la TVA ne suffit pas, cela revient à laisser les capitalistes ponctionner les consommateurs en laissant l'État répartir ces prélèvements sur la population. Seules des augmentations des salaires et des pensions peuvent s'opposer aux transferts vers les riches qui se cachent derrière l'inflation.



La flambée des prix fait des victimes

En deux mois, plusieurs personnes sont mortes et des dizaines d'autres ont été intoxiquées au monoxyde de carbone. C'est la conséquence directe de la flambée des prix du gaz et de l'électricité.

Ces victimes disposaient parfois de systèmes de chauffage sûrs, qu'elles ont dû éteindre pour mettre en route de vieux poêles à bois, au pétrole ou au charbon.

Face à ces faits, les responsables politiques sortent leur solution habituelle : d'un côté, augmenter les contrôles sur les installations de chauffage, de l'autre donner des subsides à destination des entreprises sous forme de primes à la rénovation, l'isolation, etc.

Et pour ceux qui n'ont pas le premier centime pour faire ces dépenses ? Et tous les autres étranglés par la facture de chauffage ?

Oui, les solutions existent pour que tous puissent se chauffer en toute sécurité. Pour cela, il faut d'une part une réduction massive des prix de l'énergie et d'autre part une hausse importante des salaires, des pensions et des indemnités de chômage.

Grève chez Sibelga



Lundi 31 janvier, les travailleurs du gestionnaire de réseau de gaz et d'électricité de Bruxelles, Sibelga, entament leur troisième jour de grève. Ils veulent le même barème que celui pratiqué par le gestionnaire wallon Ores, un peu plus favorable pour les salaires et leur évolution au cours de leur carrière.

Dans cette entreprise, c'est une première petite mobilisation pour une revendication salariale. Un début qui devra se généraliser.

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Le patronat prévoyant

Raccourcissement, voire suppression de la quarantaine, possibilité d'imposer des heures supplémentaires, possibilité de rappeler des travailleurs en congé ou en prépension… Voilà quelques-uns des assouplissements du droit du travail obtenues par le patronat au cas où l'Omicron provoquerait trop d'absences.

Quand il s'agit d'imposer des reculs aux travailleurs pour sauvegarder ses profits, le patronat est tout à fait capable d'anticipation et de prise de risques… au détriment de la santé des travailleurs.

Quarantaine FEB : les premiers résultats

Selon des études universitaires et des services externes de prévention et de protection, le nombre d'infections au coronavirus est deux fois plus élevé chez les personnes actives que dans le reste de la population.

La soumission des ministres de la santé aux capitalistes est manifestement un comportement à risque… pour les travailleurs, qu'il faut sanctionner sans délai !

Baisse du chômage en trompe l'œil

Grand cocorico dans les médias à propos de la baisse du chômage : Il y aurait moins de chômeurs qu'avant la crise.

Sauf qu'en fait, il n'est question que des chômeurs complètement indemnisés.

En tout, l'ONEM recense 441 873 demandeurs d'emplois, dont 300 000 seulement ont droit à une allocation. Plus de 141 000 demandeurs d'emploi n'y ont pas droit. Ce sont 35 000 personnes de plus depuis 2019, qui n'ont ni emploi, ni allocation.

Le nombre de chômeurs indemnisés baisse donc, mais en 2021, un nombre record de 159 000 personnes étaient contraints de survivre avec le RMI.

Vraiment pas de quoi être fier !

Orpea : le Covid et les normes d'encadrement ont bon dos



Le groupe Orpea a bu la tasse à la bourse de Paris suite à la parution d'une enquête sur les maltraitances des personnes âgées dans les maisons de repos du groupe en France. Cela a aussi délié les langues en Belgique tant les conditions d'accueil des aînés sont révoltantes.

Tout est bon pour augmenter la rentabilité de l'entreprise : rogner sur la nourriture, le nombre de couches et le personnel. Une résidente raconte avoir faim car on lui sert le strict minimum. Un employé explique être limité à trois couches par personne quel que soit le besoin. Enfin, le personnel peut se retrouver seul pour faire 18 toilettes et servir à manger ou seul avec 22 résidents positifs au Covid.

Tout cela en payant le prix fort, car il faut compter de 1 200 à 4 000 euros par mois alors que le personnel des maisons de repos du public comme du privé est en grande partie subsidié par les pouvoirs publics.

Alors les normes d'encadrement trop basses, comme le covid, ont bon dos. Orpea est un groupe capitaliste qui possède 1 000 maisons de repos dans 22 pays dont 80 implantations en Belgique avec un chiffre d'affaires de presque 4 milliards d'euros. Il est détenu par des actionnaires privés dont la richissime famille Peugeot qui, elle, n'a pas besoin de placer les membres de sa famille dans les résidences du groupe.

Orpea : un écran de fumée

« Intolérable » ! C'est la réaction de Christie Morreale, la ministre PS de la Santé du gouvernement wallon, face aux révélations de maltraitance du groupe Orpea.

La ministre annonce des sanctions et un renforcement des inspections « sans rendez-vous »… comme c'était encore la norme il y a quelques années.

Mais, comme ailleurs en Europe, c'est l'action du gouvernement wallon qui a facilité la privatisation du secteur des soins aux personnes âgées, secteur désormais dominé par de grands groupes capitalistes internationaux.

Le gouvernement wallon a d'ailleurs créé « Wallonie Santé », un fonds d'investissement public pour faciliter les prêts, des garanties bancaires, voire des prises de participations en capital pour attirer les capitalistes dans ce secteur. Bien entendu, comme le reconnaissent de nombreux permanents syndicaux, la rentabilité et la rétribution des actionnaires est la priorité de ces groupes privés.

Les très nombreuses réactions sur Facebook ou YouTube à la suite des révélations du journaliste sur les pratiques d'Orpea sont rédigées en majorité par des travailleurs du secteur et notamment des employés ou anciens employés d'Orpea.

Ils sont écœurés par ces pratiques inhumaines vis-à-vis des résidents, mais dont ils sont eux-mêmes victimes. Cela ne correspond ni à leur formation, ni à leurs sentiments.

La seule manière de protéger les personnes âgées de la maltraitance du profit, c'est d'appuyer les travailleurs du secteur qui revendiquent plus de personnel, en imposant des normes d'encadrement suffisantes, des salaires corrects et en protégeant les lanceurs d'alertes. Tout le reste n'est que bavardages destinés à préserver les capitalistes pour que rien ne change.

Pour des pensions qui permettent de vivre

Egbert Lachaert, le président de l'Open VLD et celui du MR, Georges-Louis Bouchez veulent que la réforme des pensions soit revue pour créer un système à deux vitesses.

Lachaert, avec un cynisme certain, clame « qu'il faut récompenser davantage le travail que l'inactivité », comme si on choisissait volontairement le chômage, les accidents ou la maladie.



Pourtant, la réforme portée par la ministre socialiste Lalieux est misérable. En exigeant une carrière complète de 45 ans, elle rend déjà difficile l'accès à une pension complète et les 1 500 euros nets qu'elle promet pour 2024 ne pèseront pas lourd compte tenu de l'inflation prévue rien que ces trois prochaines années.

Les gesticulations de Lachaert et Bouchez visent à diviser la population laborieuse en s'attaquant aux chômeurs, aux travailleurs à temps partiels, principalement des femmes et aux malades. Cet écran de fumée vise à masquer la montée de la pauvreté chez les travailleurs âgés dont les pensions ne couvrent plus les besoins de base, à une époque où les fortunes des milliardaires s'accroissent comme jamais et où la Bourse bat tous les records.

De l'argent pour les pensions, il y en a plus qu'assez si on va la chercher là où il se trouve, chez les grands bourgeois qui dirigent l'économie.

De plus en plus de personnes sans-abri et de centres d'accueil saturés

Un recensement des sans-abris a lieu tous les deux ans en Belgique. Les chiffres de 2020 avaient déjà montré une hausse révoltante de 30% du nombre de personnes sans logement par rapport à 2018.

Les chiffres de 2022, attendus en mars, viendront confirmer la hausse de la pauvreté, dont le mal-logement et le sans-abrisme sont les symptômes les plus visibles. Car en diminuant les allocations de chômage, en refusant d'embaucher ou en laissant les prix du logement et de l'énergie monter en flèche, les pouvoirs publics poussent des milliers de travailleurs et travailleuses vers la pauvreté. Et pour certains, cela veut dire se retrouver à la rue.



Les alarmes des centres d'accueils sont pourtant claires : au « Triangle » le nombre d'enfants hébergés a doublé en un an et la maison d'accueil, complète, n'a plus la possibilité d'accueillir celles et ceux qui, face à la hausse des prix des loyers et de l'énergie, se retrouvent sans logement. Ainsi, un couple avec quatre enfants, expulsés de leur logement avant l'hiver, s'est retrouvé sans solution à Charleroi.

Pourtant, des solutions, il y en a ! Réquisitionner les logements vides, interdire les expulsions, mettre un plafond à la hausse des prix du logement. Et engager la construction de logements de qualité et à moindre coût sous la responsabilité de la population. Mais, même dans l'urgence, les pouvoirs publics donnent la priorité aux profits des propriétaires immobiliers…

Manque de place criant en psychiatrie



De nombreux psychiatres et pédopsychiatres ont signé une carte blanche dans la presse, dénonçant l'impossibilité de faire face au nombre croissant de demandes auxquels ils sont confrontés, tant dans les hôpitaux que dans les centres de santé mentale ou dans le privé. Il faut par exemple entre 6 mois et un an avant qu'un jeune puisse être admis en psychiatrie en hôpital.

Dans de nombreux lieux de soins, ils doivent choisir qui accueillir et n'ont pas d'alternative pour ceux qui n'ont pu être pris en charge. Cette situation existait déjà mais elle a été aggravée par la pandémie.

Les signataires de cette carte blanche, face à cette situation et devant le constat que « la majorité des personnes qui nécessitent des soins psychiques n'est pas porteuse d'une maladie mentale, au sens médical du terme, mais est constituée de personnes écorchées par la vie ou par le fonctionnement sociétal » appellent à un changement de société afin de « prévenir au lieu de guérir ».

Il faudrait, selon eux, que l'organisation du travail tienne compte du bien-être physique et psychologique des travailleurs, idem pour l'école !

Oui, certainement ! Mais pour arriver à cela, il faudra renverser le capitalisme qui place, avant le bonheur humain, la recherche effrénée

du profit !

Et pour cela, il faudra que les travailleurs, y compris les travailleurs de la santé mentale se battent pour leurs conditions de travail, car il n'y a qu'en luttant qu'on retrouvera la force nécessaire pour abattre cette société qui pousse les jeunes au désespoir !

L'école livrée à elle-même



Alors que des milliers de classes sont fermées dans le pays suite à l'augmentation des cas de covid, les différents ministres en charge de l'enseignement et de la santé ont encore une fois sorti de nouvelles règles pour l'école : la fin de la fermeture des classes dès que 4 élèves sont positifs, la fin de la quarantaine pour les élèves contacts à haut risque, la fin du tracing dans les écoles ! Autant de mesures qui ne règleront en rien le problème des classes fermées par manque de personnel malade !

Les enfants testés positifs sont censés rester à la maison et ceux dont un membre de la famille a le covid sont censés faire des autotests réguliers à la maison : mais aucun test n'est fourni aux écoles et aux parents ! Pourtant des tests salivaires faciles à utiliser existent !

Les ministres se contentent de continuer à dire qu'il faut bien aérer les locaux et veiller à porter le masque ! Mais aucun budget n'a été débloqué pour rénover les bâtiments scolaires dont les fenêtres ne s'ouvrent plus ! Ni pour fournir des masques aux élèves et aux membres du personnel !

Une fois de plus, les enfants, les parents et le personnel de l'enseignement se retrouvent livrés à eux-mêmes.

Avec ces nouvelles mesures, les ministres ont montré une nouvelle fois leur mépris. Leur mépris de la santé du personnel de l'enseignement. Leur mépris de l'apprentissage des jeunes dont les professeurs ne sont pas remplacés. Leur mépris des parents qui se retrouvent sans solution avec leurs enfants sur les bras.

Des années d'économies sur le budget scolaire ont dégradé depuis longtemps les conditions d'enseignement. L'épidémie de covid est venue aggraver la situation. Il faudrait un refinancement important de l'enseignement, l'embauche massive de personnel, la rénovation et la construction de bâtiments scolaires dignes de ce nom pour inverser la situation.

Les syndicats appellent à la grève dans l'enseignement le jeudi 10 février. Une journée de grève ne règlera pas le problème, mais il faut s'emparer de cette mobilisation pour préparer les luttes importantes pour obtenir les moyens nécessaires, dans l'enseignement comme ailleurs !

Pénurie d'enseignants, en Flandre aussi

A la rentrée scolaire de cette année, les journaux flamands titraient sur la pénurie d'enseignants. 1 enseignant débutant sur 5 abandonne le métier dans les 5 ans. Si cette pénurie faisait la une, c'est parce que la situation sur le terrain est bien pire : l'abandon atteint les 30 à 40%.

En mars 2019, ils étaient 40 000 enseignants en grève pour dénoncer le manque de moyens et les trop lourdes charges qu'ils doivent assumer. La grève avait été extrêmement bien suivie : aux personnels nommés s'étaient joints des enseignants temporaires ainsi que des directions d'école. Les syndicats avaient parlé d'une participation « historique ».

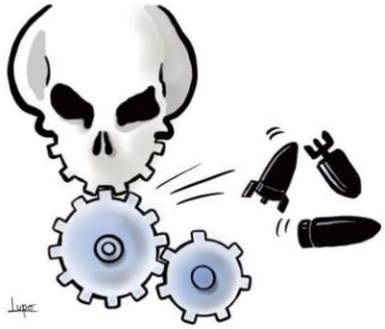
Entre-temps, dans l'enseignement flamand comme ailleurs, la situation a empiré. Et le corona a rajouté une couche aux problèmes structurels.

La politique d'austérité

Du côté du gouvernement flamand, comme ailleurs, c'est l'austérité pour tous les services publics. En cette même rentrée de pénurie, Jan Jambon annonçait en effet 100 millions d'euros d'économies dans l'enseignement.

Des économies qui s'ajoutent à la politique d'austérité déjà en vigueur et qui a diminué la part de l'enseignement de 36 à 27% du budget du gouvernement flamand entre 2014 et 2020.

Budget militaire : des milliards à la pelle



Le gouvernement vient de décider d'augmenter le budget de l'armée de 10,2 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2030. Le gouvernement précédent l'avait déjà augmenté de 9 milliards.

Autant de milliards qui servent surtout à acheter des engins de mort et à enrichir les marchands de canons. Autant de milliards qu'ils voudront économiser sur les budgets sociaux, comme ceux des hôpitaux et des écoles.

Marchands de mort

Plusieurs associations dont Amnesty international et Vredesactie dénoncent l'opacité des exportations d'armes wallonnes. Ainsi, le rapport sur ces ventes pour l'année 2020 n'a toujours pas été publié ni examiné par le Parlement.

En 2019, les entreprises d'armes wallonnes avaient pu exporter pour

plus de 2,6 milliards d'euros. Un chiffre en hausse de 180 % par rapport à 2018. Nombre de ces armes s'étaient retrouvées dans les mains de dictateurs en Arabie saoudite ou en Libye par exemple.

Le gouvernement wallon ne respecte pas les règles de transparence qu'il avait lui-même édictées dénonce Amnesty. Pas étonnant puisque la Région wallonne possède la FN Herstal qui s'enrichit de ces exportations.

Ukraine : poker menteur et pressions impérialistes

Les bruits de bottes s'intensifient autour de l'Ukraine. Médias et dirigeants occidentaux font passer la Russie pour l'agresseur, mais c'est volontairement masquer le fait que depuis la fin de l'URSS, les États-Unis et l'OTAN ont encerclé la Russie de bases militaires. D'ailleurs Biden vient de mobiliser 8 500 soldats qui s'ajoutent aux 40 000 de la force rapide de l'OTAN.

Dans cette confrontation, le sort des populations d'Ukraine ne sert que de prétexte : récemment, les dirigeants impérialistes et Poutine étaient complices de la répression des travailleurs du Kazakhstan.

LO France

Les assassins sont juges

Un Vietnamien de 45 ans vient d'être condamné à 15 ans de prison en Belgique. Une condamnation qui fait suite à la mort atroce de 39 migrants dans un conteneur retrouvé en 2019 en Angleterre.

Au total, 23 « passeurs » ont ainsi été condamnés dans cette affaire par les tribunaux belges, 7 en Angleterre pour des peines jusqu'à 27 ans de prison, 4 sont devant des tribunaux au Vietnam, 26 personnes attendent leur procès en France.

Mais les responsables des pays riches, qui ont appauvri les pays d'immigration par les pillages et les guerres, qui ont dressé des frontières toujours plus infranchissables, ceux qui transforment l'Europe en forteresse à coup de centaines de millions d'euros, qui soutiennent les dictateurs pour retenir les migrants dans des camps, qui envoient leur police et leurs soldats, eux ne sont pas condamnés. Ils fournissent les juges !



Bloqués à la frontière

La situation de Fouad, bloqué dans un centre fermé pendant un mois parce qu'il n'avait pas de preuve de sa nationalité, avant d'être expulsé en Turquie, nous rappelle la violence quotidienne que subissent des milliers de migrants. Ce jeune franco-marocain né en Belgique était parti prendre des vacances à Bodrum (Turquie), avant d'être arrêté à la frontière et envoyé dans *"une pièce, avec une toilette, deux lits, et voilà."*



Centre fermé de Vottem

Ce lieu qui n'est différent d'une prison que par le nom, c'est en effet ce qui attend tous les réfugiés qui fuient la misère, les guerres, et autres catastrophes le plus souvent causées par le pillage et les interventions militaires des États capitalistes.

La démagogie raciste qui vise à stigmatiser les étrangers divise la population, affaiblit les travailleurs face au patronat. Un seul mot d'ordre : prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Manifestation contre la violence policière

Quelques dizaines de personnes, dont certaines ayant subi des violences policières, ont manifesté à Bruxelles pour dénoncer les abus de la police lors de manifestations ou ailleurs. Ils ont rappelé la violence qu'ils ont subi lors d'une manifestation contre le racisme un an auparavant.

Les travailleurs ne peuvent qu'être solidaires de ces jeunes qui élèvent la voix, car ils savent bien que cette même police, qui protège les intérêts capitalistes, ils l'auront face à eux lorsqu'ils relèveront la tête.

Unilever licencie



Janvier 2021 : la multinationale Unilever annonce, en même temps qu'un dividende record, son intention de payer un salaire décent à toutes les personnes qui lui fournissent des biens ou des services d'ici 2030. Le groupe avait en effet été critiqué pour ses pratiques semi-esclavagistes, notamment dans la filière de l'huile de palme. Qui pouvait y croire ?

2022 : Unilever annonce la suppression de 1500 emplois dans le monde.

Ce n'est pas pour rien que le groupe doit dépenser des milliards pour la pub (7,3 milliards d'euros en 2019). Autrement, sa glace aurait un goût prononcé de révolte !

Gavé jusqu'à la nausée

Microsoft vient d'acheter la société Activision-Blizzard, propriétaire de plusieurs licences de jeu, comme « Call of Duty » ou encore « Candy crush », un jeu de Smartphone joué par 380 millions de personnes par jour.

Une friandise que Microsoft s'octroie pour près de 62 milliards d'euros.

Une somme qui permettrait de payer un salaire annuel brut de 60 000 euros à plus de 1 millions de travailleurs qui pourraient faire quelque chose d'utile pour l'humanité.

La grande démission



Aux États-Unis, des millions de travailleurs ont démissionné de leur emploi afin de protester contre la précarité croissante de leurs conditions de travail et leurs salaires trop faibles, malgré les profits énormes de leurs employeurs.

Certains ont exprimé leur colère sur les réseaux sociaux, entraînant d'autres travailleurs avec eux.

Ces travailleurs ont bien raison de ne pas se laisser faire face à la dégradation de leurs salaires et de la cadence de leur travail.

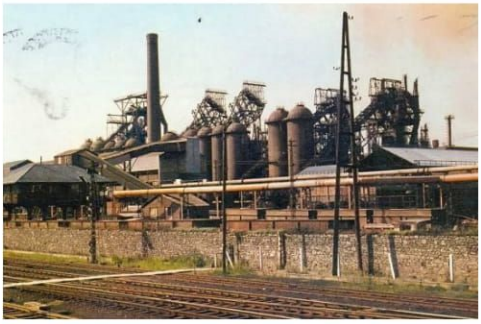
Mais pour ne plus être obligés de trouver un boulot mal payé, ils n'auront pas d'autres choix que de s'organiser et de mener la lutte collectivement.

Décès de Jacques Boël, notice nécrologique non censurée :

Lors du décès de Jacques Boël, les médias n'ont évoqué que son rôle dans l'histoire de Delphine Boël, fille du roi Albert II. Mais Jacques Boël était avant tout le patriarche d'une des plus riches familles du pays et dont l'évolution est représentative de la transformation qu'a connu le capitalisme dans son ensemble.

En 1997, Jacques Boël, directeur des Usines Gustave Boël à La Louvière (UGB), finalise la revente de l'usine sidérurgique fondée en 1853 à un groupe hollandais, Koninklijke Hoogovens.

C'est l'aboutissement de deux restructurations qui ont supprimé près de 2 000 emplois, bloqué les salaires et imposé la sous-traitance dans de nombreux services. En 1999, Hoogovens revendra l'usine à Duferco, un groupe italo-suisse, avec la participation de la Région wallonne.



L'argent de la vente des usines Boël : UGB, Fafer, Glaverbel, …, est entièrement réinvesti dans des groupes financiers, dont le plus important est la Sofina. C'est cela qui est représentatif de l'évolution de la bourgeoisie mondiale et belge en particulier.

La finance présente l'avantage de pouvoir investir les capitaux facilement… et de les retirer tout aussi facilement, à la recherche du profit le plus élevé, sans courir les risques liés aux cycles industriels.

Les groupes financiers de la famille Boël ont, par exemple, pris des participations dans le secteur de l'alimentation (Danone), de la distribution (Colruyt, Delhaize), dans l'énergie (GDF Suez) mais aussi « la nouvelle économie » (Uber, Whatsapp) ou encore le secteur des Maisons de Repos et de Soins (Orpea).

Le lecteur, qui connaît les conditions de travail imposées dans ces secteurs, l'augmentation des prix de l'énergie et de l'alimentation, le scandale de la maltraitance du personnel et des pensionnaires chez Orpea, ne sera pas surpris d'apprendre que les groupes financiers de la famille Boël sont extrêmement rentables : d'une capitalisation de 2 milliards d'euros en 2005, ils ont atteint 7,63 milliards en 2019 et 9 milliards en 2021 !

Il est encore un autre aspect du fonctionnement des groupes financiers qu'il faut souligner. C'est le soutien des gouvernements dont ils bénéficient à toutes les étapes.

C'est avec l'aide du gouvernement wallon que les Boël ont pu retirer leurs capitaux de la sidérurgie pour les réorienter vers la finance, après avoir bénéficié des subsides et d'aides publiques durant des années. C'est encore l'argent public qui finance le profit des groupes privés comme Orpea. Cette complicité des gouvernements est facilitée par l'embauche de politiciens qui peuvent continuer une seconde carrière au service de ces familles capitalistes, comme l'ancien premier ministre Guy Verhofstadt, nommé administrateur de la Sofina en 2012.



Dans les conseils d'administration ou les réceptions au château, la famille royale et les ministres constituent l'entourage permanent des capitalistes, au point d'avoir parfois une descendance commune. Mais c'est sur le dos de l'exploitation des travailleurs que se bâtissent leurs fortunes et leurs carrières.

Actualités locales : La Louvière

L'héritage de Boël

Le milliardaire Jacques Boël décédé laisse une fortune estimée à trois milliards d'euros à ses descendants. Et à la population de La Louvière les ruines de l'usine qui a enrichi sa famille, sols contaminés compris, un chômage massif et endémique, et des finances publiques et communales dans le rouge suite aux nombreuses subventions dont sa famille a bénéficié…

Tout devrait revenir aux ouvrières et ouvriers et à la commune.

Vote du budget communal : des méthodes d'illusionnistes

La majorité PS et Ecolo du Collège communal de La Louvière a présenté son budget pour 2022.

138 millions d'euros sont prévus pour les dépenses de fonctionnement de la ville et 45 millions pour les investissements.

Le bourgmestre prétend que ce budget est à l'équilibre. Mais d'une part, cet équilibre n'est atteint qu'en puisant dans les réserves financières de la ville, dont il ne reste plus grand chose. D'autre part, pour couvrir les dépenses pour les pensions du personnel communal, la ville de La Louvière est poussée par le gouvernement wallon à recourir à l'emprunt, à hauteur de 3,5 millions pour cette année.

Le gouvernement wallon paye les intérêts de cet emprunt, mais lui-même fera payer ces intérêts à la population wallonne, et comme de nombreuses villes de Wallonie sont dans cette situation, le problème ne peut que s'aggraver.

Le MR et le CDH dans l'opposition ne proposent comme solution que de tailler dans les dépenses. Lesquelles ? Ils prétendent laisser les Louviérois choisir. Mais vu l'état de la ville et de la population, ces dépenses et ces investissements sont non seulement nécessaires mais même insuffisants.

De son côté, le bourgmestre PS, Jacques Gobert, « espère que la Région Wallonne et le gouvernement fédéral apporteront des solutions pérennes très rapidement ». Autant croire au père Noël.

Les villes populaires s'enfoncent dans la pauvreté et les dettes… tout comme leurs habitants, et pour les mêmes raisons : le capitalisme exploite les travailleurs avant de les rejeter dans le chômage ou dans le handicap et la maladie.

Les communes ne peuvent changer cela, c'est vrai. Mais que ce soit au pouvoir ou dans l'opposition, au gouvernement ou dans les communes, les partis politiques ne proposent rien d'autre que de présenter l'addition à la population.

La seule solution, c'est la révolte des travailleurs, chômeurs et pensionnés, pour imposer de prendre sur les grandes fortunes pour résoudre les problèmes de budgets.



Dettes pour les uns, Jackpot pour les autres

11 millions pour les voiries, 3 millions pour les terrains de sport, 3 millions pour l'entretien des écoles, 5 millions pour le rachat et la rénovation de bâtiments : toutes ces dépenses sont bien sûr nécessaires, mais c'est également l'occasion pour les partis de la majorité de serrer les mains et de boire des coupes avec les patrons du bâtiment qui remplissent ainsi leurs carnets de commande.

Quels contrôles sur leurs marges bénéficiaires ? Quelles garanties sur le paiement des salaires aux ouvriers, contre le recours à la sous-traitance en cascade, sur les conditions de travail et la sécurité des travailleurs ? Motus.

Sacrifices dûs à la crise



Il n'y a pas de petite mesquinerie

Le service de navette des centres communautaires, qui permettait à de nombreuses personnes âgées de pouvoir participer à une vie collective, a été supprimé « pour cause de covid » et n'a pas été rétabli depuis 2020. Le sera-t-il un jour ? Rien n'est moins sûr.

Et tant pis pour nos parents qui pouvaient profiter des maisons de quartiers pour y retrouver les amis, participer à de l'aquagym une fois par semaine ou à l'atelier pâtisserie.

La vie sociale est pourtant le premier des médicaments et un besoin humain.

Si, par précaution sanitaire, il faut doubler les navettes et prévoir du personnel pour cela, et bien ce serait la moindre des choses plutôt que de confiner chez eux ces personnes après une vie de travail !

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be
Tel : 0470-18.82.39
Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !